



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2026-2-1/2026-2-15]

**Edición quincenal,
por Luc de l'Arbre**

Dimanche 1^{er} février.

Au moins 351 cas de rougeole et 5 décès signalés en un mois au Kongo-Central. Selon le ministre provincial de la Santé, confirme que le Kongo-Central est actuellement en phase épidémique. Il a également rappelé que la province avait déjà été durement affectée en 2025, avec 479 cas notifiés dans 28 zones de santé, dont cinq décès. Depuis le début de l'année 2026, la tendance demeure inquiétante avec au moins cinq décès enregistrés parmi les nouveaux cas déclarés. Face à cette situation, le ministre provinciale indique que le gouvernement du Kongo-Central a renforcé les actions de riposte. Elles portent notamment sur le renforcement de la surveillance épidémiologique, la prise en charge des patients dans les structures de santé et l'organisation d'activités de vaccination.

Félix Tshisekedi affirme son ouverture à un dialogue inclusif et apaisé en RDC. « Dans ce contexte, l'unité nationale s'impose plus que jamais comme une exigence fondamentale. C'est pourquoi nous réaffirmons notre ouverture à un dialogue entre Congolais, un dialogue apaisé, inclusif, résolument destiné à consolider la cohésion nationale sans jamais remettre en cause les institutions issues du suffrage universel », a-t-il déclaré. Pour le Chef de l'État, si ce dialogue devait se tenir, il se déroulerait sur le sol national et serait conduit et organisé par les institutions de la République, dans le respect de la Constitution, des lois de la République et des règles démocratiques qui fondent le pacte national. Félix Tshisekedi estime que cette rencontre ne saurait être invoquée pour relativiser une agression ni pour diluer les responsabilités établies. « La justice suivra son cours normal, avec rigueur, jusqu'au bout et sans complaisance, afin d'honorer la mémoire de celles et ceux injustement tombés du fait de l'agression », a-t-il martelé. Félix Tshisekedi affirme refuser toute négociation avec les auteurs des crimes commis contre les populations congolaises.

Congo Airways réceptionne un nouvel Airbus A320. L'acquisition de ce nouvel appareil vient renforcer la flotte de Congo Airways SA et marque une étape majeure dans le processus de relance de la compagnie aérienne nationale. Ce nouvel aéronef de type A320 traduit la volonté ferme du gouvernement Suminwa de poursuivre la revitalisation de la compagnie. Cet appareil devra retrouver les airs dans les jours à venir afin de renflouer les caisses de Congo Airways.

La RDC se dote d'un plan directeur d'éradication des maladies tropicales négligées. Il marque un tournant majeur dans la lutte contre les 15 maladies tropicales négligées recensées en RDC, parmi lesquelles : Ulcère de Buruli, maladie de Chagas, Dengue et chikungunya, Dracunculose, Échinococcose, Trématodose d'origine alimentaire, Trypanosomiase humaine africaine, Leishmaniose, Lèpre, Filariose lymphatique, Mycétome, Mycoses profondes, Chromoblastomycose, Noma, Onchocercose, Rage. Ce plan directeur trace la voie vers leur élimination à l'horizon 2030, en insistant sur la mobilisation des ressources et sur une collaboration multisectorielle renforcée. Pour atteindre l'objectif fixé, plus de 100 millions USD devront être mobilisés. Le secrétaire général au ministère de la Santé publique, a rassuré quant à la volonté du gouvernement de fédérer les partenaires financiers autour de cette cause.



Cinq morts dans le déraillement d'un train de la SNCC au Tanganyika. Le train Bana-Katanga a déraillé et s'est renversé dans le ravin d'une rivière située au niveau du pont de Kabanda, entre les villages de Kiluba et Makala. L'accident serait dû au mauvais état des rails. La locomotive est sortie des rails avant de chuter dans un ravin, provoquant un incendie et d'importants dégâts matériels.

Les Fardc détruisent 4 drones kamikazes armés près de l'aéroport de Kisangani. Un cinquième drone a terminé sa course près de la piste de cette installation aéroportuaire sans provoquer de dégâts. Cette menace pourrait provenir des rebelles de l'AFC/M23 et de leurs alliés au sein de l'armée rwandaise.

Au moins 200 morts dans un éboulement de terre à Rubaya. Les autorités rappellent que cette zone minière est classée « rouge », ce qui signifie qu'elle est formellement interdite à toute activité d'exploitation. Pourtant, les extractions y sont menées illégalement, dans un contexte d'occupation armée. L'exécutif national pointe du doigt le Rwanda et ses supplétifs de l'AFC/M23. Kinshasa accuse Kigali de tirer profit de l'exploitation illégale du coltan, avec des volumes estimés entre 112 et 125 tonnes par mois, une véritable économie de guerre, selon les autorités. **Reprise des activités à Rubaya malgré le climat de deuil.** Trois jours après l'éboulement survenu sur le carré minier de Kasasa, à Rubaya, certains creuseurs ont déjà repris le travail dans d'autres carrés miniers. Plusieurs commerces ont également rouvert leurs portes, malgré l'ambiance lourde qui règne dans la cité. Au-delà du drame, les habitants de Rubaya dénoncent des conditions de travail devenues extrêmement précaires dans ces mines, contrôlées depuis plus d'un an par les rebelles du M23.

Lundi 2 février.

Violents combats à Minembwe entre les Fardc et la coalition rebelle AFC/M23, RED Tabara, Twirwaneho et Gumino. Depuis cinq jours : « les affrontements évoluent parfaitement entre les Fardc et les rebelles du M23-AFC soutenus par l'armée rwandaise, alliée aux groupes Twirwaneho, Gumino et RED Tabara. La destination finale est Minembwe. Une fois cette localité contournée, d'autres opérations supplémentaires pourront être organisées. L'ennemi est en perte d'effectifs. Nous avons infligé d'énormes pertes, comme hier où nous avons neutralisé plus de 35 combattants», a déclaré le porte-parole des Fardc. Et il assure que les Fardc veillent à la sécurité des populations civiles vivant dans les zones affectées par les affrontements. Face à cette situation, certains notables de Minembwe ont lancé un appel pressant aux jeunes de cette région afin qu'ils se désolidarisent de la rébellion et contribuent au retour de la paix. dans la région.

RDC-Émirats arabes unis : Félix Tshisekedi en visite officielle à Abu Dhabi pour la signature d'un accord de partenariat. Cette visite est consacrée à la signature de l'Accord de partenariat économique global entre la RDC et les Émirats arabes unis, fruit de deux années de négociations. Cet accord vise à instaurer un cycle formel d'échanges commerciaux dans divers secteurs d'intérêt commun. Il se présente comme un modèle de partenariat « gagnant-gagnant», inscrit dans l'option souveraine de la RDC de diversifier ses partenaires commerciaux, précise la Présidence.

Le gouvernement provincial de Tshopo rassure après les attaques de drones contre l'aéroport de Bangboka à Kisangani. Deux jours après les attaques de drones menées sur l'aéroport de Bangboka, le gouvernement provincial de Tshopo invite la population à vaquer librement à ses occupations et à ne pas céder aux rumeurs. Il exhorte également les habitants ayant abandonné leurs maisons aux alentours de l'aéroport international de Bangboka à y retourner, assurant que la situation sécuritaire est désormais maîtrisée. Grâce à la vigilance des Fardc, huit drones ennemis ont été détectés, interceptés et neutralisés avant d'atteindre leur cible. Ces attaques traduisent « la volonté du Rwanda de saboter les efforts diplomatiques en cours, notamment l'accord de paix de Washington ».

Reprise timide des activités économiques et sanitaires à Bule, en Ituri. Cette reprise fait suite à la visite, jeudi dernier, des commandants de la 32^e région militaire des Fardc et de la Monusco, venus rassurer la population quant à la protection des civils. Sur le plan sanitaire, le centre de santé local accueille de nouveau des malades qui n'avaient plus accès aux soins depuis près d'un mois en raison de l'insécurité persistante. La reprise des activités scolaires est également annoncée dans les prochains jours. Les autorités scolaires, les enseignants ainsi que les comités de parents d'élèves se sont réunis ce lundi matin pour examiner les modalités pratiques de la reprise effective des cours, indiquent des sources locales. La population se félicite de l'amélioration de la situation sécuritaire et du climat de confiance entre civils et militaires des FARDC dans cette entité depuis une semaine, favorisant la reprise progressive des activités. Toutefois, elle déplore la sur-militarisation de l'agglomération, qui continue de susciter la peur chez certains habitants. La société civile appelle les autorités à alléger la présence militaire au profit de la police, afin de renforcer la confiance et la stabilité dans la région.



Dialogue national en RDC: Les conditions posées par Félix Tshisekedi suscitent des réactions contrastées. S'il a salué l'initiative, le chef de l'État a aussi exigé que le processus ait lieu dans un cadre strict, à savoir qu'il se tienne sur le territoire national et sous le contrôle des institutions, sans remise en cause du régime ni des décisions judiciaires qui ont été prises jusqu'à présent - cette dernière précision intervient alors que plusieurs responsables de l'AFC/M23 ainsi que l'ex-président Joseph Kabila ont été condamnés à mort, et qu'une partie de l'opposition vit en exil. Ces propos ont évidemment suscité des réactions nombreuses et contrastées. Celle de l'Église catholique qui propose sa médiation aux côtés d'autres confessions religieuses dans le conflit qui déchire l'est de la RDC se veut mesurée. Pour Mgr Donatien Nshole, le secrétaire général de la Conférence épiscopale du Congo (Cenco), la position du chef de l'État est ainsi appelée à évoluer. « Il n'y a rien à dramatiser là : dans tout processus de dialogue, il y a toujours des postures de départ », déclare ainsi ce dernier, qui poursuit : « le plus important, c'est que cette ouverture s'accompagne d'une réelle volonté politique ». Le ton est le même dans le camp de l'opposant Martin Fayulu, où l'on explique que la question importante n'est pas tant celle du lieu ou de l'autorité en charge du dialogue, mais celle des objectifs à atteindre. « L'important, c'est de récupérer les territoires occupés dans l'est de la RDC, de réaliser l'unité et la cohésion du peuple congolais, mais aussi d'amorcer les réformes électorales en vue d'assurer de bonnes élections générales en 2028. Il faut que ce dialogue intervienne rapidement parce que sur le terrain, la situation n'est pas bonne pour nos compatriotes qui perdent la vie chaque jour ». Du côté de la coalition de l'ancien président Joseph Kabila en revanche, les propos sont plus offensifs. Le secrétaire permanent adjoint de l'ex-parti présidentiel, insiste ainsi sur les ambiguïtés et les contradictions du pouvoir. « Tshisekedi annonce qu'il veut un dialogue inclusif mais que sa justice est aux ordres, notamment en ce qui concerne la condamnation prononcée contre l'ancien président Kabila. Pour lui, elle doit continuer à réprimer tout ce qui bouge... Mais de quel dialogue parle-t-on ? Il s'agit plutôt d'un monologue. Aujourd'hui, il est clair que le chef de l'État est le problème, pas la solution... ». (RFI)

Drame de Rubaya : le bilan s'alourdit à au moins 300 morts et une centaine de disparus. Face à l'exploitation illégale pratiquée sous le contrôle des rebelles, les forces vives exigent la fermeture immédiate des sites. La catastrophe, provoquée par de fortes érosions, a enseveli des centaines de creuseurs artisanaux, mais aussi des commerçants, des femmes et des enfants présents sur le site. Plusieurs victimes ont été emportées par les eaux en crue des rivières Mumba, Osso et Rushoga, rendant les recherches difficiles. Le président de la coordination territoriale de la société civile de Masisi, pointe du doigt une exploitation anarchique qui ne respecte aucune disposition du Code minier congolais. Selon plusieurs sources, le site de Rubaya, actuellement sous occupation du mouvement rebelle AFC/M23, constitue une source majeure de financement pour la rébellion. Taxes illicites : Les rebelles prélèveraient des taxes générant jusqu'à un million de dollars par mois. Travail forcé : Les conditions de sécurité des mineurs sont totalement sacrifiées au profit de la rentabilité de guerre. La société civile appelle les autorités nationales et les organisations internationales à agir pour couper les circuits de financement du conflit et protéger les populations civiles contre ces « mines de la mort ». Kinshasa dénonce également les défaillances des mécanismes internationaux de traçabilité.

Mardi 3 février.

Crise politique en RDC : Ensemble de Katumbi rejette « le simulacre de dialogue proposé » par Tshisekedi et ne l'estime « crédible » que sous la médiation de la Cenco-ECC. « (...) Ce dialogue ne peut être crédible que sous l'égide d'une médiation morale et neutre telle que préconisée par la Cenco et l'ECC, conformément à leur initiative du Pacte social pour la paix et le bien-vivre ensemble. Toute démarche qui exclurait des acteurs essentiels de la nation serait vouée à l'échec », lit-on. Alors que le chef de l'État signe et persiste que cette rencontre entre politiques soit dirigée par les institutions issues du suffrage universel, Moïse Katumbi refuse un dialogue « une concession du pouvoir ni une rencontre de convenance entre alliés politiques » et prévient : « On ne dialogue pas pour se conforter entre convaincus, mais pour affronter avec lucidité et courage les causes profondes de la crise politique, sécuritaire, sociale et morale qui gangrène le pays, et y apporter des réponses durables, partagées et crédibles. Ensemble pour la République rejette le simulacre de dialogue proposé par le Président Tshisekedi » (Actualité CD)

Une centaine de disparus après un bouclage de l'AFC/M23 à Bambo au Nord-Kivu, majoritairement des jeunes garçons et filles de la chefferie de Bwito dans le territoire de Rutshuru. Rassemblés de force au rond-point de Bambo-Central, ces habitants de Bambo et de Bugina auraient été triés selon leurs présumées accointances avec les groupes armés Wazalendo ou FDLR. « Malgré leurs âges et leurs statuts sociaux, tous ont été contraints de s'asseoir de force. Les rebelles de l'AFC/M23 ont utilisé des rendus FDLR et Wazalendo pour identifier les habitants : "celui-ci collabore avec les Wazalendo", "celui-ci collabore avec les FDLR". Après ce tri, les personnes désignées ont été embarquées dans des véhicules vers une destination inconnue. Cette situation inquiète profondément les défenseurs des droits humains et pousse déjà la population à fuir ». Le Conseil territorial de la jeunesse et les autorités locales demandent au gouvernement, aux organisations régionales et à la MONUSCO de suivre de près la situation et d'exiger de ces rebelles



la libération sans condition des personnes arrêtées, qualifiées d'innocentes et sans lien avec les affrontements dans la zone.

L'Unicef finance l'assistance monétaire de 4 000 femmes à Manono. La particularité de cette intervention réside dans son mode opératoire numérique. Chaque bénéficiaire est dotée d'un téléphone et d'un compte M-Pesa sur lequel un montant sera viré mensuellement. Ce soutien financier est strictement destiné à la prise en charge nutritionnelle des femmes enceintes et des enfants de moins de deux ans. Pour beaucoup de ces femmes vivant dans une précarité extrême, ce téléphone représente un premier pas vers une autonomie financière minimale pour la survie de leur progéniture. Cette initiative est perçue comme un modèle de réponse humanitaire moderne, limitant les intermédiaires et garantissant que l'aide arrive directement entre les mains de celles qui gèrent le quotidien alimentaire des foyers.

La CNDH lance une mission d'enquête sur les massacres de Kamuena Nsapu et le meurtre de 2 experts de l'ONU. Cette initiative fait suite au communiqué de la Commission nationale des droits de l'homme du 6 janvier relatif au procès en appel de l'assassinat des deux experts onusiens. Elle marque le début effectif des opérations de terrain pour faire toute la lumière sur l'une des périodes les plus sombres de l'histoire récente de l'espace Kasai. Le caractère sensible de ce dossier exige une collaboration étroite. La CNDH a précisé que la mission travaillera de concert avec les organes de l'État congolais, les Nations-Unies, les gouvernements des États-Unis et de la Suède (pays d'origine des experts assassinés), ainsi que le mécanisme de surveillance mandaté par l'ONU pour la RDC.

Pour l'ADECO, le dialogue sera un lieu d'échange et non de partage du pouvoir, portant sur les secteurs vitaux de la nation et débouchant sur des recommandations. L'Alliance des démocrates congolais soutient également que cette rencontre politique devra servir de catalyseur pour la consolidation de la cohésion nationale et de la paix à travers le pays.

Près de 140 orphelins bénéficient d'un lot de rations et médicaments à Bunia. Le contingent marocain de la Monusco a remis, le 2 février, un lot de couvertures, lits, rations alimentaires ainsi que des médicaments à près de 140 orphelins hébergés à l'orphelinat Saint-Kizito, à Bunia (Ituri). A travers ce geste de générosité, ces soldats de la paix ont voulu soulager la souffrance de ces enfants, dont l'âge varie entre zéro et trois ans. La plupart d'entre eux ont perdu leurs mères lors de l'accouchement ou à la suite de conflits armés. D'autres ont été confiés à l'orphelinat par des personnes de bonne volonté. Parmi les défis majeurs figure l'accès aux soins médicaux. Très fragiles, au moins une dizaine d'enfants sont référés chaque jour au centre de santé Mudizi Maria, qui fonctionne avec des moyens très limités. L'alimentation constitue également un véritable casse-tête, en particulier pour les nourrissons qui ont besoin quotidiennement de lait.

Est de la RDC: l'AFC/M23 revendique les attaques de drones sur l'aéroport de Kisangani. Selon le groupe armé AFC/M23, le but de la manœuvre était de détruire le centre de commandement des drones militaires installé dans l'aéroport de Kisangani, situé à 500 km à vol d'oiseau de Goma, contrôlée depuis un peu plus d'un an par les rebelles. Cette attaque de drone kamikaze de l'aéroport international à Kisangani, c'est le nouveau développement dans ce conflit plus à l'est. Ce conflit oppose Kinshasa et l'AFC/M23, alors que, lundi, les deux parties ont signé à Doha les termes de référence confiant à la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), le mandat de surveillance et de vérification du cessez-le-feu. Corneille Nanga, coordonnateur de l'AFC/M23, a indiqué sur son compte X que l'attaque de l'aéroport de Kisangani est un avertissement transmis aux autorités congolaises qui trace une ligne rouge. Le recours aux drones et aux mercenaires n'est ni exclusif, ni réservé à la RDC, menace l'AFC/M23 dans son communiqué. (RFI)

Mercredi 4 février.

Plus de 100 détenus préventifs dans la prison de Luebo, en cinq ans. Les tribunaux de paix et de grande instance ne comptent plus aucun magistrat en fonction depuis même période. La situation est décrite comme un véritable « mouvoir judiciaire » par les acteurs locaux. Des détenus, privés de leur droit à un procès équitable, croupissent dans les cellules sans jamais avoir été présentés devant un juge. Certains ont même rendu l'âme en prison, emportant avec eux leur présomption d'innocence. La Nouvelle Société Civile Congolaise (NSCC) du territoire de Luebo ne décolère pas. Elle pointe une violation systématique de la Constitution congolaise et lance un appel direct aux plus hautes autorités du pays.

Une crise qui s'étend à l'ensemble du Kasai. Luebo n'est malheureusement pas un cas isolé.

La Monusco prête à appuyer, dans l'Est de la RDC, le mécanisme de suivi du cessez-le-feu conclu à Doha. S'appuyant sur la résolution 2808 du Conseil de sécurité, la Monusco réaffirme son mandat pour fournir un appui technique et logistique essentiel. Ce soutien sera principalement orienté vers le Mécanisme conjoint de vérification



élargi Plus (MCVE+), placé sous l'égide de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL). Outre le rôle de médiateur du Qatar, la Monusco a rendu hommage à l'implication coordonnée de plusieurs acteurs clés : l'Union Africaine et les États-Unis, la SADC, la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) et la CIRGL. L'objectif final de cette mobilisation reste de réduire la violence armée, de protéger les populations civiles et de créer un environnement favorable à une solution politique durable. Sur le terrain, l'attention se porte désormais sur le déploiement effectif des vérificateurs, qui bénéficieront de la protection et du soutien logistique des Casques bleus.

Washington : la RDC au cœur de la réunion ministérielle sur les minéraux critiques. L'événement vise à renforcer et diversifier les chaînes d'approvisionnement mondiales afin de réduire la domination de la Chine dans ce secteur stratégique. Un accent particulier est mis sur la RDC. Des délégations de plus de 50 pays sont attendues, incluant des représentants d'Europe, d'Asie et d'Afrique. La RDC occupe une place centrale dans cette réunion. Avec ses vastes réserves de cobalt et de coltan, le pays est considéré comme un acteur incontournable dans la transition énergétique mondiale. La réunion de Washington pourrait ainsi redéfinir les équilibres géopolitiques autour des minéraux critiques, en renforçant le rôle de Kinshasa comme partenaire stratégique des États-Unis. Washington a exprimé son ouverture à un accord de type « minerais contre sécurité », qui offrirait un accès privilégié aux ressources congolaises (cuivre, cobalt et coltan) en contrepartie d'investissements américains dans les infrastructures.

Après une courte accalmie, de violents affrontements éclatent entre Fardc et CRP à Bule, ce mercredi 4 février. À la suite des combats qui ont éclaté en plein centre de Bule, les habitants qui tentaient de regagner leurs domiciles ont de nouveau pris la fuite ce mercredi. Les activités socio-économiques, qui reprenaient timidement depuis quelques jours, sont à nouveau complètement paralysées. Les échanges de tirs auraient duré près de six heures, d'après des sources locales. Des témoins rapportent que des éléments du groupe armé Convention pour la Révolution Populaire de Thomas Lubanga, sont de nouveau visibles au centre commercial de Bule, où les rares commerces ayant rouvert après une courte période d'accalmie ont aussitôt fermé leurs portes. Pour l'heure, aucun bilan officiel n'a été communiqué et les responsables de l'armée n'ont pas encore fait de déclaration à ce sujet.

Retour progressif de la police nationale congolaise à Uvira après le retrait de l'AFC/M23. Le retour des policiers s'effectue par plusieurs colonnes, principalement via le poste frontalier de Gatumba, à la frontière avec le Burundi. Ce mouvement intervient une dizaine de jours après le retrait des rebelles de l'AFC/M23 de cette entité stratégique. Pour une partie des habitants, voir les uniformes bleus patrouiller de nouveau dans les rues est un signal fort. C'est le signe que l'administration civile reprend ses droits après des semaines d'incertitude. Cependant, une autre frange de la population affiche une méfiance certaine. Pour ces citoyens, le retour de la police ne doit pas être confondu avec le retour d'une paix durable, surtout dans un contexte où le front militaire reste mouvant. Certains critiquent le "tapage" entourant ce retour et s'interrogent sur l'utilité réelle de ces effectifs qui n'ont pas vocation à combattre au front. Les autorités provinciales espèrent que ce redéploiement permettra de sécuriser les axes routiers et de relancer les activités économiques dans cette ville portuaire essentielle pour la région du Sud-Kivu et de Tanganyika.

Guerre à l'Est de la RDC : "la prédation opérée notamment par le RCD et le CNDP a fait passer les revenus du secteur minier rwandais de 70 millions USD à environ 2 milliards USD l'an " (Julien Paluku). Lors de son intervention, devant la Première Ministre et les membres du Gouvernement, le ministre du Commerce Extérieur a souligné que les guerres récurrentes, l'agression rwandaise et les massacres de civils dans l'Est de la RDC ont pour objectif de détruire le capital humain congolais et de poursuivre le pillage des minerais dans cette région. "Le Rwanda a une stratégie. La première consiste à détruire le capital humain, car le capital humain est un facteur de production. Aujourd'hui, nous avons environ 7 millions de personnes déplacées. Le deuxième élément concerne le secteur minier, qui fait l'objet de plusieurs rapports. Lorsque j'ai été élu gouverneur du Nord-Kivu en 2007, les revenus du secteur minier rwandais étaient estimés à 70 millions de dollars. Aujourd'hui, en 2025, les revenus annuels du Rwanda issus du secteur minier s'élèvent à environ 2 milliards de dollars.... »Le Rwanda a compris que produire 800 kilos par mois représentait environ 9,6 tonnes par an. Multiplié par les prix actuels 163.000 USD, cela représente environ 2 milliards de dollars. Le Rwanda a donc rapidement compris qu'il fallait attaquer le Sud Kivu » Par ailleurs, Julien Paluku a révélé qu'après avoir consulté toutes les statistiques de la Banque centrale rwandaise, il constate que, depuis le mois de mai 2025, elles ne sont plus publiées. Selon lui, ces chiffres exploseraient à tel point que leur diffusion susciterait de nombreuses interrogations au niveau international. (Actualité.CD)

Jeudi 5 février.

Plus de 5 millions de déplacés en RDC: OCHA alerte sur une crise humanitaire alarmante. Le pays comptait, à la fin de 2025, plus de 5,3 millions de déplacés internes et près de 25 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire. Le bilan dressé pour la période de janvier à décembre 2025 est sombre. Outre les déplacements massifs,



Ocha a recensé 260 500 incidents de protection, incluant des violations graves des droits de l'homme, des violences basées sur le genre et des atteintes à l'intégrité physique des civils. Un Congolais sur quatre souffre de la faim. Cette précarité est accentuée par une combinaison de facteurs dévastateurs : la persistance des conflits armés, l'instabilité économique et la hausse du coût de la vie ; les chocs climatiques ; l'Est du pays, épice de déplacements forcés. Le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, l'Ituri et le Tanganyika concentrent l'essentiel des 5,3 millions de déplacés internes. « Les ménages les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les personnes âgées, sont les premières victimes de cette précarité croissante », souligne le rapport d'Ocha. Face à l'intensification des attaques de groupes armés et des conflits communautaires, Ocha insiste sur deux impératifs : le renforcement de l'assistance humanitaire : les moyens actuels ne permettent pas de couvrir l'ampleur des besoins sur le terrain. La protection des civils : le nombre record d'incidents de protection (260 500) exige une sécurisation accrue des sites de déplacés et des zones de retour. La coordination humanitaire appelle la communauté internationale à une mobilisation financière à la hauteur des enjeux pour éviter une catastrophe humaine de plus grande envergure en 2026.

Commerce extérieur : les États-Unis renouvellent la loi AGOA, une opportunité pour les exportateurs congolais. Cette décision permet à la RDC de continuer à exporter plus de 6 000 produits vers le marché américain sans droits de douane. La RDC dispose d'une liste de 26 produits prioritaires éligibles aux préférences commerciales américaines. « Nous lançons un appel à nos opérateurs économiques : le cacao, le café, l'huile de palme et bien d'autres produits sont concernés. Cela permet à nos populations de revenir aux sources, de revenir aux champs pour cultiver davantage. Aujourd'hui, le marché américain est à la disposition des Congolais pour écouler leurs produits », a déclaré le ministre du Commerce Extérieur. Ce renouvellement intervient alors que la RDC se prépare à accueillir le prochain Forum AGOA. Pour les experts, la combinaison de cet accès préférentiel au marché américain et la mise en service prochaine du port de Banana pourrait marquer un tournant dans la balance commerciale du pays, déficitaire hors secteur minier.

Fortes pluies, inondations et érosions paralysent Kinshasa. De nombreux Kininois ont été bloqués dans leurs lieux de travail mercredi. Beaucoup ont dû parcourir de longues distances à pied, l'eau arrivant parfois jusqu'aux genoux, pour rejoindre leurs habitations. Beaucoup de Kininois n'ont pu regagner leurs habitations que tard dans la soirée, après de longues souffrances, tandis que d'autres ont trouvé refuge chez des proches. Tous plaident pour que des solutions durables soient enfin mises en place afin de résoudre le problème récurrent des inondations dans la capitale congolaise.

La communauté Ahmadiyya dote le Grand Bandundu de deux nouvelles mosquées. Le représentant légal de cette communauté en RDC a procédé, le 1^{er} février, à l'inauguration d'un premier édifice religieux au village Bunzili, dans le territoire de Bagata (Kwango), et d'un second au village Mbali, dans le territoire de Mushie (Mai-Ndombe). Le représentant légal de la communauté islamique Ahmadiyya, accompagné de missionnaires locaux, a également rencontré le gouverneur de la province du Kwilu. À cette occasion, il a remis à l'autorité provinciale un exemplaire du Saint Coran en signe de respect et de fraternité. En juin dernier, la communauté Ahmadiyya avait déjà marqué les esprits en assistant près de 6 000 sinistrés de l'espace Bandundu à l'occasion de la fête de Tabaski, également appelée fête du mouton. Présente dans plus de 91 pays, la communauté musulmane Ahmadiyya poursuit ses actions en faveur des populations les plus démunies, renforçant ainsi son engagement humanitaire à travers le monde.

Corridor de Lobito : la RDC, la Zambie et l'Angola lancent une réunion de coordination à Luanda, en partenariat avec la Banque mondiale. Présenté comme un levier de croissance économique, de commerce intra-africain et de création d'emplois, le corridor de Lobito relie l'Afrique australe et centrale aux marchés mondiaux. Donnant le coup d'envoi de cette réunion, le président angolais João Lourenço a appelé les États et les partenaires financiers au pragmatisme pour accélérer sa mise en œuvre. Le ministre des Transports a affirmé que la RDC privilégie une approche intégrée du corridor, combinant transports, logistique, énergie, commerce et développement industriel. La première phase prioritaire concerne le tronçon Dilolo-Kolwezi-Tenge. « Le corridor de Lobito était souvent perçu comme un projet porté par d'autres. Je suis heureux que désormais les acteurs concernés – Angola, RDC, Zambie – se mettent ensemble avec les partenaires pour réfléchir à ses impacts sur nos populations. Si nous continuons à le considérer uniquement comme une infrastructure de transport, les populations resteront dans l'état où le corridor les a trouvées », a déclaré le ministre du Commerce extérieur. De son côté, le ministre des Finances, a rappelé que la RDC mène des réformes pour consolider l'amélioration du climat des affaires, condition essentielle pour attirer les investissements et garantir la réussite du projet.

Vendredi 6 février.

62 civils tués dans des attaques des ADF depuis janvier 2026 à Beni et Lubero. Ces attaques ciblées contre les populations civiles ont aussi engendré des dégâts matériels considérables, visant à paralyser l'économie locale : un poste de santé incendié, 67 boutiques et 10 maisons brûlées, 23 motos calcinées et la destruction du « barza » (lieu de



réunion) d'un chef de localité. Ces violences répétitives ont provoqué l'exode de milliers de familles, qui se retrouvent dans des conditions humanitaires précaires, fuyant des attaques caractérisées par une extrême cruauté. La société civile signale que la peur empêche le retour des habitants dans plusieurs localités désormais considérées comme des zones à haut risque.

L'entreprise minière CDM scellée pour pollution à Lubumbashi. L'entreprise CDM est responsable d'un débordement catastrophique d'eaux acides en novembre 2025. En mission dans la province du Haut-Katanga, la ministre a scellé le site de l'entreprise et conditionné toute reprise d'activités à une évaluation approfondie des risques environnementaux. Elle a décidé de la mise en place d'une commission d'experts. Cette commission a pour missions d'analyser en profondeur les causes techniques et structurelles de l'incident, d'identifier les défaillances dans la gestion des rejets toxiques, ainsi que de proposer des solutions durables pour prévenir toute récurrence et garantir la sécurité des écosystèmes.

Incendie de Limete : la bourgmestre remet au gouvernement la liste de dépôts de carburant à risque. La remise de ce document est intervenue 2 jours après le sinistre dévastateur ayant ravagé un dépôt de carburant à ciel ouvert, au quartier Socopao, marque le début d'une campagne de sécurisation rigoureuse dans la capitale. Selon la bourgmestre le temps est à l'action. Une équipe technique mixte sera déployée prochainement pour procéder à des contrôles approfondis sur le terrain. « Les dépôts à ciel ouvert et les installations jugées non conformes aux exigences de sécurité s'exposeront à des sanctions sévères, pouvant aller jusqu'à leur fermeture immédiate ». Cette initiative vise à assainir le secteur de la distribution de carburant, souvent caractérisé par l'existence de dépôts clandestins en plein cœur des zones résidentielles.

Paul Kagame répond aux menaces de sanctions internationales contre le Rwanda. Ce 5 février, le Rwanda a ouvert le dialogue national, forum qui réunit membres du gouvernement, organisations de la société civile et citoyens pour un débat d'idées et de questions avec les responsables politiques du pays. À l'ouverture de la cérémonie, le Paul Kagame est, dans son adresse à la nation, largement revenu sur le conflit régional à l'est de la RDC. Le chef de l'État a dénoncé une nouvelle fois les menaces posées, selon lui, pour son pays par les FDLR, groupe armé composé à l'origine d'anciens génocidaires et a critiqué l'attention portée, à la place, à la question de la présence de troupes rwandaises sur le territoire congolais. « Quand on me demande : "Êtes-vous au Congo ?" Si vous répondez non, les mesures défensives que nous avons prises sont considérées comme inexistantes. Si vous répondez oui, cela devient le seul problème au monde dont il faut s'occuper. En disant oui, tous les autres soucis disparaissent. Et vous leur facilitez la tâche pour faire porter sur vos épaules l'ensemble des problèmes du Congo », a-t-il estimé. Répondant aux accusations d'accaparement des ressources minières de la RDC, le président Paul Kagame affirme « si nous étions en RDC pour les minerais, le Rwanda serait 100 fois plus riche. Cet homme, Tshisekedi, qui se tient là, insulte les gens et profère des menaces, puis la communauté internationale vient me voir et me dit : "Vous devez faire ceci". Je leur réponds : "Ne réalisez-vous pas qu'en faisant cela, vous ne faites en réalité que l'encourager à ne pas chercher de solution à ses problèmes, ou quels que soient les problèmes qui existent entre nous et eux" ? Quand on traite un pays, ou un président, ou un gouvernement, comme un enfant gâté, il n'y a jamais de reproche adressé à ceux-là mêmes qui ont créé ce problème et qui continuent à l'entretenir. » (RFI)

Au moins 800 victimes de violences sexuelles visées dans un projet d'assistance à Salamabila, au Maniema. Intitulé « Assistance multisectorielle d'urgence en protection aux survivants des violences sexuelles », ce projet est mis en œuvre dans quatre structures de santé : Kimbaseke, Camp Central, Wamaza et l'Hôpital général de Salamabila. L'intervention vise à offrir une prise en charge médicale et psychologique aux survivants. À cela s'ajoute la sensibilisation des communautés contre les violences sexuelles et celles basées sur le genre. Un appel pressant est ainsi lancé aux survivants de violences sexuelles pour qu'ils se présentent dans ces quatre structures sanitaires afin de bénéficier de cette assistance, appuyée financièrement par la Fondation Arnhold de la Camara.

Joseph Kibangula : « Plus de 80 000 infirmiers dans le pays attendent la mécanisation en RDC ». Tout cela tarde à cause de la lenteur administrative du gouvernement. Le secrétaire général de l'Union nationale des infirmiers et infirmières du Congo (UNIC), a insisté sur la nécessité urgente d'améliorer les conditions socioprofessionnelles des infirmiers, qu'il a qualifiés de « maillon indispensable » du système sanitaire congolais. L'UNIC indique poursuivre les discussions sur l'alignement à la prime de risque et sur la rémunération des infirmiers en tant qu'agents de l'État.

La Fondation Biesther se mobilise contre la mutilation génitale au Nord-Kivu. À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre les mutilations génitales, célébrée le 6 février de chaque année, la directrice de cette organisation, insiste sur la nécessité pour les victimes de briser le silence et de dénoncer cette pratique. « Les mutilations génitales féminines sont une violence inacceptable. Leurs conséquences sont graves : douleurs intenses, complications à long terme,



difficultés lors des accouchements, traumatismes psychologiques et atteintes irréversibles au bien-être et à la vie des filles », a-t-elle alerté. Dans le contexte de l'insécurité persistante au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, le risque que ces pratiques se reproduisent est réel. Les déplacements forcés, la pauvreté, la déscolarisation des filles et l'affaiblissement des mécanismes de protection exposent encore davantage les enfants à des violences souvent perpétrées dans le silence. Les mutilations génitales féminines sont interdites par la loi congolaise et constituent une violation grave des droits humains.

Samedi 7 février.

Recrudescence de cas de rougeole dans la zone de santé d'Idjwi au Sud-Kivu. Pour faire face à cette recrudescence, la Division provinciale de la santé intensifie la vaccination autour des enfants exposés. L'objectif est d'arrêter la transmission communautaire et de réduire la mortalité liée à cette maladie hautement contagieuse. Dr Nkamba appelle les parents à une vigilance accrue et à consulter rapidement les structures sanitaires dès l'apparition des premiers symptômes chez leurs enfants : forte fièvre, éruptions cutanées, toux ou conjonctivite. Une prise en charge précoce est cruciale pour éviter les complications graves, telles que la pneumonie ou la malnutrition sévère.

A Lubero, l'ONG FIRD lance un appel de fonds de 70 000 USD pour les rescapés des attaques des ADF. Selon l'ONG Fédération intègre pour la reconstruction et le développement (FIRD) la situation des blessés est critique, plusieurs d'entre eux ayant été contraints d'interrompre leurs soins faute de moyens financiers. La campagne vise à répondre aux besoins immédiats de plus de 80 personnes affectées par la violence. Le bilan dressé par l'ONG fait état de : plus de trente blessés graves internés dans différentes structures sanitaires, plus de 40 enfants orphelins ayant perdu leurs parents lors des massacres, des coûts médicaux exorbitants : « il y en a qui ont des factures de 2 000 ou 3 000 dollars. Cette campagne vise à collecter environ 70 000 dollars afin de répondre à un besoin sanitaire d'urgence ».

Le Gouvernement annonce la reprise du contrôle de plusieurs localités du Sud-Kivu par les Fardc, dont Minembwe-centre. Les Fardc poursuivent actuellement la défense du territoire dans les moyens et hauts plateaux de Fizi, Uvira et Mwenga, a ajouté le ministre. Le 2 février, les autorités militaires avaient indiqué que les Fardc ont infligé de lourdes pertes à la coalition rebelle dans le territoire de Fizi, neutralisant plus de 30 combattants M23/RDF et capturant plusieurs autres éléments alliés, dont des membres des groupes Twigwaneho et Ngumino. Malgré ces succès militaires, la situation sécuritaire demeure fragile. Les Hauts Plateaux restent fortement militarisés, et les populations civiles continuent de subir les conséquences des affrontements, entre déplacements massifs et violences. Les affrontements armés depuis décembre 2025 au Sud-Kivu a provoqué le déplacement de plus de 500 000 personnes.

En RDC, des cas suspects de M-pox passent de 313 à 245 en une semaine. Selon le compte rendu du conseil des ministres, à la quatrième semaine de suivi épidémiologique, le nombre de nouveaux cas suspects de M-POX est passé de 313 à 245. Les actions de riposte se poursuivent et portent notamment sur : la vaccination dans 18 zones de santé réparties dans 8 provinces ; la prise en charge médicale gratuite des cas ; la décontamination des établissements de soins et des ménages. Le choléra affiche lui aussi une diminution, avec 1 457 cas suspects enregistrés contre 1 688 la semaine précédente. Huit décès ont été rapportés, soit une létalité de 0,5 %. À Kinshasa, 189 cas suspects ont été notifiés, dont un décès. Dix-huit malades actifs sont actuellement pris en charge dans les centres de traitement du choléra.

Coup d'État manqué en RDC: deux agents du FBI à Kinshasa avant le procès aux États-Unis. Il s'agit du procès de Christian Malanga, du nom de cet Américain d'origine congolaise considéré comme le cerveau de la tentative de coup d'État du 19 mai 2024, déjouée au Palais de la Nation. Selon des sources judiciaires, toutes les parties impliquées dans la procédure en RDC, magistrats, enquêteurs et avocats ont été auditionnées. Les échanges portent notamment sur le déroulement de l'instruction, les procès tenus à Kinshasa ainsi que l'évaluation des dommages civils. Cette démarche s'inscrit dans la préparation du procès prévu en mars prochain devant la justice fédérale américaine, dans le district de l'Utah. Parmi les accusés appelés à comparaître : Marcel Malanga, fils du chef du commando, Tyler Thompson, Benjamin Zalman-Polun, ainsi que Joseph Peter. Extradés vers les États-Unis après la commutation de leur peine de mort en servitude pénale à perpétuité, ils seront poursuivis notamment pour complot en vue de fournir un soutien matériel à une entreprise terroriste, usage d'armes de destruction massive, attentats contre des installations gouvernementales et projet d'assassinats ou d'enlèvements à l'étranger. (RFI)

Pour Kabund, les propos de Kagame réclamant des terres doivent interpeller l'AFC/M23 pour comprendre que la guerre qu'ils mènent a pour objectif la balkanisation. "Les récentes déclarations du Président rwandais Paul Kagame, affirmant que la RDC aurait indûment bénéficié de terres rwandaises lors de la Conférence de Berlin, devraient interpeller tout Congolais animé par un véritable esprit patriotique. Ces propos, que certains banalisent, constituent en réalité un pas dangereux vers la balkanisation de notre pays. Toute la classe politique congolaise doit les



considérer comme une déclaration de guerre stratégique. Ceci devait plus interpellier ceux des congolais qui sont à l'AFC/M 23, ils doivent comprendre que la guerre qu'ils mènent a pour objectif la balkanisation de notre pays. Paul Kagame ne mène pas un combat conjoncturel contre un régime en place en RDC", a fait remarquer cet ancien cadre de l'UDPS/Tshisekedi. Pour lui, cette guerre s'inscrit, au contraire, avec l'appui de certaines multinationales, dans une stratégie de long terme, mûrie, structurée et planifiée, visant à arracher la partie Est de la RDC. "Il a su exploiter le désordre institutionnel, l'anarchie étatique, la fragilité structurelle et la trahison des certains congolais en quête du positionnement personnel, qui caractérisent la RDC, pour installer le chaos dans l'Est de notre pays, tout en organisant le sien, en le présentant comme un État stable, organisé, avec un climat des affaires attractif. Ainsi, il a convaincu les multinationales qu'il est plus simple, plus rentable et plus sécurisé pour eux d'acheter les minerais du Congo au Rwanda, plutôt qu'en RDC, où elles se heurtent aux lourdeurs administratives, à l'insécurité juridique, à l'injustice et à la corruption systémique". De fil en aiguille, a-t-il poursuivi, ces multinationales, qui détiennent une part déterminante du pouvoir réel dans le monde, finissent par soutenir la cause rwandaise auprès des grandes puissances, malgré les multiples atrocités commises sur le sol congolais. Selon lui, comme le dit l'adage, l'argent n'aime pas le bruit. (Actualité.CD)

Dimanche 8 février.

L'Afrique du Sud retire ses 700 soldats de la mission de paix de l'ONU en RDC pour raison budgétaire. Le sujet fait souvent débat en Afrique du Sud, notamment au Parlement, depuis la prise de Goma par le M23. L'année dernière, les appels à rapatrier les soldats sud-africains s'étaient multipliés, après la mort de 14 d'entre eux. Beaucoup pointent du doigt la mauvaise santé financière de l'armée sud-africaine, une institution sous-financée qui ne serait donc plus capable d'assurer des missions à l'étranger. Ces difficultés budgétaires sont illustrées par du matériel vieillissant que le pays peine à améliorer. Des soldats déployés en RDC avaient même dénoncé des problèmes de paiement d'allocations. Certains observateurs parlent ici d'une armée au bord de l'effondrement. Un retrait qui sera achevé à la fin de l'année. La Monusco a salué l'engagement constant de l'Afrique du Sud en faveur du maintien de la paix depuis plusieurs décennies, ainsi que le dévouement des Casques bleus sud-africains. (RFI)

Plus de 100 000 enfants attendent encore leur enregistrement à l'état civil au Nord-Kivu, faute de registres de naissance disponibles dans les zones de Beni-Butembo et Lubero, au Nord-Kivu. La situation de ces enfants a été abordée lors d'un atelier de plaidoyer organisé jeudi 5 février à Beni, réunissant des préposés de l'état civil. Organisée par le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), cette activité de plaidoyer s'inscrit dans un projet de réponse multisectorielle en faveur des populations affectées par les conflits en Ituri et au Nord-Kivu. Elle vise notamment à faciliter l'accès à la documentation civile légale et à prévenir les risques d'apatridie.

A Kinshasa, le parti UDDC mobilise les investisseurs pour la création d'emplois en faveur des jeunes. Le parti politique Union pour la Démocratie et le Développement du Congo s'engage à faciliter les opportunités d'investissement en faveur des jeunes Congolais. Pour atteindre cet objectif, il prône la restauration de la paix, de la sécurité et de la cohésion nationale, considérées comme des conditions essentielles à tout projet de développement dans le pays.

Plus de 11 000 paysans embauchés dans les usines de minoterie et biscuiterie de l'ICCN à Lubero. L'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) a livré ces chiffres lors d'une conférence de presse tenue le 6 février à Beni, chef-lieu provisoire du Nord-Kivu. Cette minoterie moderne, dotée d'une capacité de 50 tonnes par jour, a déjà produit ses premiers sacs de farine désormais disponibles sur le marché local. Une biscuiterie est également en phase de finalisation avant son lancement en production. Il a également indiqué qu'au cours de la même période, le Parc national des Virunga a enregistré au moins huit naissances de gorilles. « Nous avons réussi à mener plusieurs projets, même dans ce contexte complexe. Par exemple, la mise en service de la première phase de la centrale de Rwanguba, qui a injecté près de 15 mégawatts dans le réseau alimentant Rutshuru, Nyiragongo et la ville de Goma », a-t-il ajouté.

Des agents de l'entreprise Manono Lithium réclament l'application du SMIG. Des agents de la société Colingo, une sous-traitante de l'entreprise Manono Lithium, ont manifesté vendredi 6 février pour réclamer l'application du SMIG, fixé à 21 500 FC par jour par le gouvernement, au lieu des 13 500 FC qu'ils perçoivent actuellement.

La RDC accepte de reprendre ses ressortissants en situation irrégulière expulsés du Royaume-Uni, ainsi que ceux qui y ont été condamnés. Si, côté congolais, l'information n'a donné lieu à aucun communiqué ni aucun commentaire, le compromis est en revanche présenté comme une avancée par Londres. Après s'en être félicité sur X, la ministre britannique de l'Intérieur, a aussi prévenu tous les gouvernements étrangers qui refuseront d'accepter le retour de leurs citoyens qu'ils en « subiront les conséquences ». *Pression.* Alors que Londres reprochait jusqu'à présent à la RDC un



manque de coopération dans le retour de ses ressortissants sans papiers, la pression n'a cessé de s'accroître sur Kinshasa depuis la fin du mois de décembre, quand les autorités britanniques ont décidé d'imposer au pays des restrictions de visas pour le contraindre à négocier. Dans la foulée, le Royaume-Uni avait menacé d'aller encore plus loin et de suspendre purement et simplement leur délivrance aux Congolais. Avant la conclusion de l'accord, de nombreuses réunions ont été organisées entre les deux parties. (RFI)

RDC : un moratoire jusqu'au 31 juillet 2026 pour l'application de la participation des travailleurs congolais dans les sociétés minières. Dans une correspondance adressée aux sociétés minières, le ministre des Mines se réfère aux dispositions de l'article 71 bis du Code minier. Selon ces dispositions, les sociétés menant des activités minières en RDC sont tenues d'accorder aux employés congolais une participation équivalente à 5% de leur capital social. Les sociétés minières sont invitées à transmettre au cabinet du ministre des Mines, la preuve de leur conformité à cette exigence légale : notamment les statuts actualisés, les pactes d'actionnaires, les registres d'actionnaires ou d'associés régulièrement tenus, ainsi que tout autre document juridiquement probant attestant de la conformité à la législation congolaise et aux Actes uniformes de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA). (Actualité.CD)

Lundi 9 janvier.

Des vents violents et pluies torrentielles ravagent Kabambare-centre au Maniema, le 7 février. Le bilan provisoire des pluies torrentielles à Kabambare-centre fait état de : 6 personnes blessées, plus de 50 ménages déplacés, privés d'abris adéquats ; le bureau du territoire de Kabambare entièrement détruit, avec perte critique de documents administratifs, archives et équipements ; plus de 50 maisons écroulées, exposant les familles à une extrême vulnérabilité, deux écoles ont perdu plusieurs salles de classe, entraînant l'interruption immédiate des activités scolaires.

L'Angola officiellement mandaté pour conduire des consultations en vue d'un dialogue intercongolais. Les présidents angolais João Lourenço, congolais Félix Tshisekedi et togolais Faure Gnassingbé, médiateur de l'Union africaine, se sont réunis lundi à Luanda avec Olusegun Obasanjo, représentant les cinq anciens chefs d'État désignés par l'UA comme facilitateurs du processus de paix en RDC. À l'issue de la rencontre, ils ont appelé les parties en conflit en RDC à déclarer un cessez-le-feu, devant entrer en vigueur à une date et une heure à convenir, et les ont exhortées à accélérer la mise en œuvre des mécanismes de vérification du cessez-le-feu convenus à Doha le 14 octobre 2025, selon un communiqué. Les participants ont en outre confié à l'Angola le mandat d'engager des consultations avec l'ensemble des parties congolaises concernées en vue de créer les conditions d'un dialogue intercongolais. Ils ont enfin rappelé les décisions prises dans le cadre de l'Accord de Washington du 4 décembre 2025 ainsi que des résolutions 2773 (2025) et 2808 (2025) du Conseil de sécurité de l'ONU, relatives au retrait des troupes rwandaises du territoire congolais et à la neutralisation des FDLR. (Actualité.CD)

Washington, le face-à-face Tshisekedi-Fayulu pour forcer le destin du dialogue. En marge du 74^{ème} National Prayer Breakfast aux Etats-Unis, le Président Félix Tshisekedi et l'opposant Martin Fayulu se sont de nouveau rencontrés. Au cœur des échanges : l'urgence d'un dialogue national inclusif sous l'égide des confessions religieuses pour sortir la RDC de l'impasse. M. Fayulu, leader de la coalition Lamuka, a profité de ce tête-à-tête avec Tshisekedi pour enfoncer le clou sur sa proposition phare : la tenue immédiate d'un dialogue national. M. Fayulu a insisté sur l'importance d'un dialogue inclusif et que toutes les parties prenantes puissent y participer pour trouver une solution durable, réunifier le pays, le pacifier et retrouver la cohésion nationale en opérant également les réformes électorales. (AfricaNews)

Plaidoyer pour l'amélioration des conditions de vie de 3 500 enfants en rupture familiale à Lubumbashi. Un groupe de jeunes exhorte le gouvernement du Haut-Katanga à construire davantage de centres d'accueil pour ces enfants, leur offrir un encadrement adapté et faciliter leur accès aux soins médicaux. Ils recommandent d'associer la police à la gestion de cette problématique, en privilégiant l'interpellation, la dissuasion et la persuasion. Selon ces jeunes, la présence massive d'enfants en rupture familiale est à l'origine d'actes d'agression, de vol et de menaces contre les citoyens de Lubumbashi. Leurs propositions s'appuient sur une enquête menée sur trois ans, en collaboration avec la Division provinciale du Genre et l'Unicef, qui a permis d'identifier près de 3 500 enfants concernés. Pour rappel, des centaines de jeunes présumés délinquants de Lubumbashi ont récemment été transférés au Service national de Kanyama Kasese, dans le Haut-Lomami, afin d'y suivre une formation professionnelle.

Jean-Pierre Lacroix : « la Monusco est prête à faire le maximum pour soutenir la mise en œuvre du cessez-le-feu ». Le responsable onusien a souligné que la progression vers un cessez-le-feu effectif devra se faire par phases, en insistant sur la nécessité d'une implication totale de toutes les parties prenantes. « La mise en œuvre du cessez-le-feu dépend des protagonistes, mais la Monusco a un rôle mandaté par le Conseil de sécurité pour appuyer ces efforts. Il est



essentiel que toutes les parties s'engagent pleinement », a ajouté Jean-Pierre Lacroix. Ces échanges traduisent la volonté de renforcer la coopération entre les institutions congolaises et les Nations Unies, dans un contexte où la recherche de solutions diplomatiques reste cruciale pour mettre fin aux violences qui affectent durablement les populations de l'Est du pays. La Mission onusienne s'est dite prête à passer à l'action pour soutenir concrètement la fin des hostilités.

12 morts dans l'effondrement d'une mine artisanale près de Kolwezi. Les victimes se sont introduites dans la mine artisanale de cuivre de Tulizembe, de nuit, pour y extraire du cuivre avant d'être surprises par l'effondrement d'un palier. Si le bilan officiel fait état de onze décès et de six blessés, un douzième mineur a succombé par la suite à ses blessures. En cause, selon le directeur de l'ONG Justicia Asbl, les conditions d'exploitation déplorables sur le site. « Aux pluies abondantes qui s'abattent sur la région s'ajoute le fait que des coopératives minières utilisent des engins sans respecter les normes de sécurité. Résultat : la possibilité de se trouver confronté à des accidents mortels s'en trouve très accrue », explique-t-il. Militant pour la défense des droits humains à Kolwezi, il dénonce pour sa part une négligence des services publics. « En l'espace de quelques semaines seulement, plus d'une trentaine de personnes ont perdu la vie sur le site de Mulondo, cinq corps ont été retrouvés à Kisankala et onze mineurs sont morts à Tulizembe. C'est trop ! Les autorités sont censées prendre des mesures pour sécuriser les exploitants artisanaux », s'insurge-t-il. S'il a d'ores et déjà suspendu l'exploitation du site de Tulizembe, qualifié de dangereux, le Service d'assistance et d'encadrement de l'exploitation minière artisanale envisage, lui, un audit de tous les sites miniers à haut risque de la région de Kolwezi. (RFI)

Mardi 10 février.

Crise sécuritaire en RDC : l'opposition sollicite la Monusco pour inciter Félix Tshisekedi à décrier le climat politique. De nombreux acteurs de l'opposition congolaise des partis politiques ECIDE, Ensemble pour la République, PPRD, Envol, LGD ainsi que de la coalition de la Gauche congolaise, ont rencontré ce lundi le Secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations de paix et lui ont présenté leur lecture de la situation sécuritaire et sociopolitique en RDC. Ils ont expliqué que les deux processus, Doha et Washington, n'englobent pas toutes les causes profondes de la crise ; qu'une démarche inclusive est nécessaire, d'où l'urgence d'un dialogue inclusif, mais également de faire pression sur l'AFC/M23. L'opposition estime que l'accord de Doha doit se limiter simplement aux mesures de cessez-le-feu, ainsi qu'à la mise en œuvre de la résolution 2573. Par contre, toutes les autres questions doivent être débattues dans le cadre d'un dialogue inclusif. « Nous lui avons demandé que, de toute urgence, la Monusco intervienne à Uvira pour la mise en œuvre du cessez-le-feu. Que cette expérience d'Uvira soit dupliquée dans les autres zones sous menace, mais aussi que la question des ADF soit considérée avec sérieux, car ceux qui sont tués par les ADF sont extrêmement nombreux ».

Jean-Pierre Lacroix salue l'initiative du Pacte social de la Cenco et de l'ECC. Le Secrétaire général adjoint de l'ONU en charge des opérations de paix, est convaincu que l'initiative portée par les responsables religieux devrait aboutir à un dialogue inclusif. Selon le directeur de cabinet adjoint du président de l'ECC : « Nous avons constaté que les armes seules ne peuvent pas amener la paix. Il faut que les hommes et les femmes échangent. Malgré les divergences dans nos revendications, nous finirons par revenir à ce qui nous unit. Il faut des mesures qui arrangent, qui facilitent et qui accompagnent. Des efforts doivent être faits de part et d'autre. Il faut des signes forts... ».

Le chef de secteur de Bakundumu plaide pour la survie des peuples autochtones de Bafwasende. Cette autorité politico-administrative plaide pour des mesures urgentes visant à améliorer le cadre de vie de cette communauté vulnérable, notamment par leur sédentarisation aux côtés des populations Bantu. Les conflits armés ont décimé une grande partie de la communauté autochtone. Ceux qui ont survécu vivent dans des conditions précaires en forêt, sans accès aux soins de santé appropriés. Si l'ONG Tropenbos RDC et son partenaire Tenure Facility se concentrent sur la sécurisation foncière, le directeur de Tropenbos, souligne que les besoins en infrastructures de base dépassent leur mandat actuel. « Construire des écoles, des centres de santé, organiser des cours d'alphabétisation, tout cela ne fait pas partie de notre mandat. C'est pourquoi nous demandons que d'autres partenaires puissent venir intervenir aussi », a-t-il déclaré. Le lieu pressenti pour la construction du campement, situé à proximité du bureau du secteur, permettrait de faciliter l'accès des peuples autochtones aux services sociaux de base et de favoriser leur intégration harmonieuse.

«De premiers travaux ont commencé» sur la partie congolaise du corridor ferroviaire de Lobito, assure la RDC. Le corridor de Lobito permet de relier les mines de la région enclavée de Kolwezi dans le sud de la RDC au port de Lobito en Angola, avec un tracé hautement stratégique de près de 1 800 kilomètres. Côté congolais, les minerais sont actuellement transportés en camion jusqu'à la frontière entre les deux pays avant d'être transbordés dans des wagons, côté angolais. Il est donc urgent de réhabiliter la voie ferroviaire côté congolais. « Déjà les premiers travaux ont commencé », assure le ministre congolais du Commerce. « Même si les tronçons du côté angolais sont terminés, en fait,



le corridor de Lobito n'est viable que si la partie congolaise est aménagée. Et voilà pourquoi, durant la réunion de Luanda, la question était de mobiliser très rapidement le financement. La Banque mondiale a dit qu'elle va mettre 500 millions USD très rapidement pour ce tronçon-là. La Banque européenne d'investissement, s'est dit disposée à pouvoir mettre un peu de sa mise. Et donc, je crois que cette année 2026 va voir le corridor de Lobito bouger. » Le ministre pense déjà à la prochaine étape. Un projet additionnel de 530 kilomètres de voie pour connecter par le rail de Kolwezi à la frontière zambienne. (RFI)

52 personnes tuées en janvier 2026 à la suite de l'activisme des ADF à Beni et Lubero. Les sociétés civiles de ces deux territoires tirent la sonnette d'alarme et redoutent un effondrement des moyens de subsistance des populations. Elles rapportent que les menaces des ADF et la présence de l'AFC/M23 constituent une double préoccupation : « D'un côté, il y a la menace du M23 dans la partie sud. À l'ouest, dans le secteur de Bapere et les groupements Manzia et Mwenye, l'activisme des ADF se poursuit. Pour le seul mois de janvier, nous déplorons plus de 52 personnes tuées ». Les écoles et les structures sanitaires ne fonctionnent plus dans cette partie du pays. « Le ravitaillement en produits agricoles dans les grandes agglomérations est devenu un problème. Nous n'avons plus accès aux champs. Si les attaques se multiplient, la population sera plongée dans la misère, car l'agriculture est la principale source de revenus de notre contrée ».

Minerais critiques: Muyaya détaille pourquoi Kagame est exclu du jeu. La réunion ministérielle sur les minerais critiques organisée début février par les États-Unis, qui a rassemblé 54 pays, a pris une tournure politique nette : le président rwandais Paul Kagame et le Rwanda n'y ont pas été conviés. À Washington, le porte-parole du gouvernement congolais, a justifié l'absence rwandaise en des termes très durs : « Ce ne sont pas ses activités illicites, de pillage et de recel de nos minerais qui pouvaient servir de droit d'entrée au Rwanda à la conférence sur les minerais critiques initiée par les USA ». Via ce nouveau coup de gueule, il a ainsi attribué à Kigali la responsabilité d'un commerce illégal qui, entrave la souveraineté et le développement de la RDC. Ces accusations sont présentées par le ministre de la Communication comme le facteur expliquant l'exclusion pratique du Rwanda d'un forum où étaient présents une large part des acteurs économiques et politiques mondiaux concernés par la transition énergétique. « À travers l'accord de partenariat stratégique RDC-USA, nous avons jeté les bases d'un accroissement des investissements américains dans notre pays », a-t-il encore souligné, insistant sur le lien entre attractivité économique et conditions politiques. « Le développement de ce partenariat stratégique ne peut être dissocié de la consolidation de la paix, de la sécurité, de la préservation de l'intégrité territoriale et la stabilité en RDC, qui en constituent le fondement essentiel ». (AfricaNews)

Mercredi 11 février.

Les Nations Unies saluent la disponibilité de l'Angola pour un dialogue national inclusif en RDC. « En ce qui concerne les efforts de dialogue, nous avons pris note avec beaucoup d'intérêt de la disponibilité de l'Angola à aider à l'organisation d'un dialogue inclusif. Un grand nombre de formations politiques ont des attentes en ce sens. L'apport d'une tierce partie, et l'Angola peut effectivement jouer ce rôle, est essentiel pour atteindre cet objectif », a déclaré Secrétaire général adjoint de l'ONU en charge des opérations de maintien de la paix. Il a ajouté que la Monusco apportera son soutien à tous les progrès réalisés, notamment en matière de vérification du respect du cessez-le-feu.

Cinq sites identifiés pour le projet de mini-barrages électriques au Maniema. Ces lieux feront l'objet d'études de faisabilité pour la construction de mini-barrages hydroélectriques ou l'installation de stations météorologiques, dans le cadre du projet « Eau, Énergie et Écosystème » (WEEN), appuyé par la coopération allemande GIZ. Cette initiative vise à exploiter de manière durable le potentiel hydrique de la province pour favoriser son développement socio-économique tout en préservant l'écosystème. Le projet WEEN ambitionne de concilier conservation durable des ressources naturelles et amélioration de l'accès à l'énergie pour les populations locales.

STAR-RDC remet 16 écoles et centres de santé à la population de Beni. Il s'agit de sept écoles primaires, six écoles secondaires et trois centres de santé, construites dans le cadre du projet de relèvement communautaire mené par le Projet de stabilisation et relèvement de l'Est de la RDC. STAR-RDC poursuit la construction de 26 autres infrastructures durables. Six projets d'eau potable sont également en cours, tandis que d'autres besoins sont à l'étude et seront réalisés après cette première phase.

Félix Tshisekedi appelle à la construction d'un campus de l'ENA. Il a instruit le Gouvernement de construire un campus pour l'École nationale d'administration (ENA), le 10 février, lors de la cérémonie couplée marquant l'entrée de la Xe promotion et la sortie de la IXe promotion des élèves de l'ENA, à Kinshasa. En dix ans, au moins 842 jeunes sont sortis de l'École nationale d'Administration (ENA) et la plupart œuvrent au sein de l'administration publique.



Les Fardc et l'armée ougandaise (UPDF) évaluent leurs opérations conjointes contre les ADF pour renforcer la protection des civils. Les échanges ont porté sur le renforcement de la coordination des actions menées dans les territoires de Beni et Lubero, au Nord-Kivu, ainsi qu'en Ituri. Les deux parties ont convenu d'améliorer la coordination des troupes sur le terrain et d'intensifier les opérations conjointes pour sécuriser les zones touchées par les attaques des ADF. La sécurisation de l'axe Luna-Komanda, récemment réhabilité sur la RN4, a également été au centre des discussions. Cet axe stratégique relie le Nord-Kivu et l'Ituri, facilitant les déplacements des populations et les échanges commerciaux.

Le nombre de maisons écroulées à la suite d'une pluie passe de 50 à plus de 336 à Kabambare, dans la province du Maniema. Les infrastructures éducatives et administratives sont également sévèrement touchées après cette averse, accompagnée de vents violents. Face à cette situation, le président de la société civile locale tire la sonnette d'alarme : «De nombreuses familles se retrouvent sans abri et la scolarité des enfants est gravement compromise ».

Suspension du trafic routier entre Goma et Bukavu après l'effondrement du pont Mubimbi. L'écroulement de cet ouvrage isole le Nord du Sud-Kivu et interrompt l'un des axes économiques les plus importants de la région. Face à l'urgence, les autorités locales et la population se sont mobilisées pour trouver des solutions alternatives. Le secrétaire administratif du groupement, a déclaré : « On a pris une décision d'ouvrir une route de desserte agricole comme déviation »

En RDC, les ADF attaquent les églises. Les rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF) intensifient leurs attaques contre les populations civiles, ciblant désormais directement les lieux de culte. Dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, les églises brûlent, les fidèles fuient et les paroisses se vident. Depuis le 26 janvier 2026, la paroisse catholique Saint Jean-Paul II de Masoya, dans le territoire de Lubero, a fermé ses portes. Son curé, l'abbé Jonathan Kambale, témoigne d'une situation dramatique : "La paroisse est vide. Mes chrétiens ne sont pas là, tout le monde est parti." Selon lui, au moins 8 000 fidèles se sont déplacés après une série d'attaques attribuées aux ADF. Depuis le début de l'année, les rebelles ont incendié des églises et des bâtiments paroissiaux dans près de six secteurs sur sept. La dernière attaque, dans la nuit du 25 janvier à Musenge, a failli coûter la vie à un prêtre, qui a échappé de justesse à l'incendie de la maison d'accueil. À Njiapanda, près de Mangurejipa, les messes ne rassemblent plus que quelques fidèles, contre des centaines auparavant. "Beaucoup ne viennent plus à l'église par peur d'y être tués." Selon la société civile, au moins 80 civils ont été tués en janvier 2026 dans plusieurs localités du territoire de Lubero. Le Comité de protection communautaire de Lubero, dénonce l'"inaction" des forces armées congolaises (FARDC) et ougandaises (UPDF), pourtant engagées dans des opérations conjointes contre les ADF : "Comment comprendre que les ADF tuent librement les civils sous l'œil impuissant des agents de sécurité ?" Les violences contre les lieux de culte ne datent pas d'hier. En septembre 2025, 71 personnes ont été massacrées lors d'une veillée mortuaire à Ntoyo. Deux mois plus tard, 18 patients ont été tués dans l'hôpital de Biambwe. Et en juillet 2025, 43 fidèles ont été assassinés lors d'une veillée de prière à Komanda, en Ituri. "Les ADF veulent pousser les communautés chrétiennes au désespoir et semer la colère contre une armée incapable de les protéger." (Deutsche Welle)

Jedi 12 février.

Mining Indaba 2026 : la RDC affirme mettre ses richesses naturelles au service de la paix, de stabilité et de prospérité pour son peuple. Kinshasa a livré cette information mardi 10 février à Cape Town (RSA), lors de la conférence-déjeuner « DRC Breakfast », organisée sous le thème : « Chaînes de valeur mondiales : l'argument économique en faveur des investissements en amont et en aval en RDC ». Au cours de cette rencontre, le ministre des Mines, a expliqué que la RDC entend passer d'un modèle économique centré sur l'exportation de matières premières brutes à un modèle orienté vers : la création de valeur locale, le développement des chaînes de valeur des batteries, l'industrialisation des minerais critiques et l'intégration du secteur artisanal dans un cadre formel, structuré et durable. La RDC réaffirme ainsi son ambition de devenir un pôle majeur de transformation minière et un partenaire stratégique incontournable dans les chaînes de valeur mondiales — au bénéfice partagé des investisseurs, des communautés locales et de la Nation. Ce breakfast a réuni des parlementaires, diplomates, investisseurs et partenaires du secteur minier, ainsi que le ministre des Mines.

L'Union européenne pour la tenue d'un dialogue inclusif en RDC. Selon la commissaire en charge de la gestion des crises, Hadja Lahbib, le dialogue demeure un moteur indispensable pour parvenir à une paix durable en RDC. Elle a également annoncé qu'elle se rendra la semaine prochaine dans la région des Grands Lacs. A Strasbourg, elle a déclaré : « Le multilatéralisme est essentiel pour parvenir à la paix. Toutefois, un dialogue inter congolais inclusif serait un moteur indispensable à une paix durable ». L'Union européenne a en outre exhorté la communauté internationale à agir afin de mettre un terme définitif à ce conflit qui ravage l'Est de la RDC depuis plus de trois décennies. Lundi 9 février, une réunion de haut niveau tenue à Luanda et réunissant les présidents Félix Tshisekedi, João Lourenço et Faure



Gnassingbé a mandaté l'Angola pour consulter toutes les parties congolaises concernées, en vue de créer les conditions nécessaires à la convocation d'un dialogue inter congolais.

Premier atterrissage d'un hélicoptère de la Monusco à Goma depuis un an. À sa descente d'hélicoptère, la cheffe par intérim de la Monusco a rappelé l'importance de ce moment : « Il y a plus d'un an, le 26 janvier 2025, j'étais dans le dernier avion à atterrir à l'aéroport de Goma. Aujourd'hui, je suis dans le premier hélicoptère à y atterrir à nouveau et j'espère que c'est le début de la réouverture progressive de cet aéroport au bénéfice de la population ». La responsable onusienne a précisé que sa visite vise à échanger avec les différentes parties prenantes afin de faire progresser les dispositions pratiques liées au mécanisme de suivi et de vérification du cessez-le-feu. Conformément à la résolution 2808 (2025) du Conseil de sécurité, la Monusco est mandatée pour soutenir un cessez-le-feu permanent, notamment à travers sa participation et son appui au Mécanisme conjoint élargi de vérification Plus (MCV-E). Dans ce cadre, une première mission de reconnaissance aérienne sera déployée dans les prochains jours à Uvira.

L'Angola propose l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu entre le gouvernement congolais et le M23 au 18 février prochain. Cette initiative fait suite à la rencontre tenue lundi à Luanda entre le président angolais João Lourenço, son homologue togolais Faure Gnassingbé, le président congolais Félix Tshisekedi et l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo. La Présidence angolaise précise que cette proposition a été formulée après consultation des parties impliquées.

L'ACEDH salue l'augmentation de la capacité énergétique fournie par Virunga Énergie. Virunga Énergie à Rwanguba, injecte désormais 15 mégawatts supplémentaires dans le réseau électrique desservant la ville de Goma et ses environs, portant à plus de 20 mégawatts l'énergie produite par le Parc dans la région. « Le développement des initiatives énergétiques portées par Virunga est à encourager, surtout dans un contexte sécuritaire et politique fragile. L'accès à l'électricité est essentiel pour tous et constitue un pilier du développement de la RDC ».

Plaidoyer pour l'installation d'un Tribunal pénal international en RDC. La Coalition 'Le Congo d'Abord' affirme vouloir promouvoir l'éveil de conscience à travers des valeurs telles que la culture du bien, du vrai, de la justice et de la bonne gouvernance. Son coordonnateur national, explique que sa démarche politique repose sur la demande d'installation d'un Tribunal pénal international en RDC, chargé de juger tous les crimes commis sur le territoire national depuis plusieurs décennies. Il a indiqué que l'objectif est de mettre fin à la spirale de violence et au cycle infernal qui, marque la vie politique en RDC : élections, contestations, rébellions, dialogues, puis gouvernements d'union nationale. Pour lui, l'ouverture du Chef de l'État au dialogue inclusif s'inscrit dans la continuité des efforts de paix déjà entrepris par le gouvernement, afin de parvenir à un consensus sur les réformes nécessaires en matière de gouvernance.

Maniema : l'ECC appelle à l'amélioration des conditions de vie des citoyens et à la culture du travail. Réunis en session ordinaire du 9 au 11 février à Kindu, les membres du comité exécutif provincial des Églises du Christ au Congo (ECC) au Maniema ont passé au crible la situation socio-politique, économique et sociale de la province et du pays. Tout en saluant de timides avancées, l'église protestante dresse un tableau sombre des conditions de vie à l'intérieur de la province et exhorte autorités et citoyens à la responsabilité. Le président de l'ECC-Maniema, a insisté sur la nécessité pour la population de ne pas dépendre exclusivement de l'aide étatique. Il a rappelé le potentiel immense de la province du Maniema, riche en terres arables, en forêts et en ressources hydriques. Il a invité les citoyens à valoriser ces atouts naturels par l'agriculture et l'entrepreneuriat, plutôt que de rester dans une posture de demandeurs.

Vendredi 13 février.

Nord-Kivu : les acteurs de la protection de l'enfance alertent sur le recrutement des enfants soldats : une dizaine de groupes armés, dont les ADF et l'AFC/M23, continuent de recruter des enfants dans les territoires de Beni, Butembo et Lubero. Selon l'ONG Enfant pour l'avenir et le développement (EADEV), plus de 2 000 enfants ont été enrôlés en 2025. « Nos statistiques révèlent 2 054 enfants, dont 423 filles, exploités et utilisés par les responsables des groupes armés. C'est un chiffre alarmant ». La région de Beni-Butembo et Lubero reste durement touchée par l'insécurité depuis plus d'une décennie, et le recrutement d'enfants par les groupes armés demeure une violation grave des droits humains.

Journée mondiale de la radio : « l'IA comme outil, pas comme voix », selon l'Unesco. À l'occasion de la Journée mondiale de la radio, célébrée ce 13 février, l'Unesco met en lumière le thème : « Radio et Intelligence Artificielle : l'IA est un outil, pas une voix ». Selon l'Unesco, l'IA peut transformer la production radiophonique en automatisant des tâches routinières. Les rédactions peuvent ainsi se libérer du temps pour se concentrer sur des missions à plus forte valeur ajoutée: Automatisation : Programmation, mise à jour des bulletins météo/sport, tâches administratives.



Production : Vérification des informations, recherche dans les archives, collecte de données factuelles. Personnalisation et inclusion des auditeurs.

Les quotas congolais maintiennent le marché du cobalt sous tension. Après des mois d'interruption, les exportations de cobalt de RDC ont repris, mais à un rythme toujours insuffisant pour répondre aux besoins. Suite à la mise en place de quotas d'exportation mi-octobre, les prix du sulfate de cobalt ont grimpé de 66 % en Chine. Ce que montre l'augmentation des prix du sulfate de cobalt, un des produits issus du raffinage du minerai, c'est que les prix, qui avaient grimpé quand les exportations ont été interdites il y a un an, ne sont pas retombés après la fin de l'interdiction. Car cette reprise sous forme de quotas alloués à chacune des 21 entreprises minières concernées en RDC a immédiatement été perçue comme insuffisante. Le manque s'est confirmé, puisque la mise en œuvre du régime de quotas s'est révélée compliquée et a empêché les volumes alloués au dernier trimestre 2025 d'être exécutés. Le premier camion chargé de cobalt n'aurait finalement quitté le pays que début janvier, selon les informations de l'Institut du cobalt. Au total, pour le premier mois de 2026, seulement une cinquantaine de camions auraient quitté le pays, selon le suivi de Project Blue. « L'organisme de réglementation minière Arecoms ne dispose que d'une poignée d'employés pour effectuer les analyses de l'hydroxyde, ce qui retarde le transport par camion », explique Chris Welch, analyste du marché du cobalt pour Argus Media. Il précise que la hausse des prix du cuivre a également incité les entreprises à privilégier l'exportation de cuivre plutôt que de cobalt par camion. **Marché déficitaire ?** Avec ce nouveau régime de quota en RDC, et le flou qui l'entoure, le marché va rester tendu en ce début d'année, d'autant que le cobalt actuellement expédié n'arrivera probablement pas avant avril ou mai en Chine, pays qui dispose de l'essentiel des capacités de raffinage. Selon l'Institut du cobalt, le marché mondial, hors RDC, en déficit de 53 000 tonnes en 2025, pourrait le rester encore en 2026. Avant de revoir sa stratégie d'exportation, la RDC fournissait les deux tiers du marché mondial, ce qui veut dire que même si l'Indonésie, un autre fournisseur majeur, extrait de plus en plus de minerai – et passe de 21 % de part de marché en 2025 à 35 % en 2026 –, cela ne suffit pas à combler le fossé laissé par la réduction des exportations congolaises. Selon Project Blue, les stocks d'hydroxyde de cobalt en Chine devraient être, fin janvier, de 30 à 40 000 tonnes, et ne devraient donc pas permettre de satisfaire la demande intérieure au-delà de trois mois. Ce n'est qu'à partir du deuxième trimestre que les tensions sur le marché vont donc commencer à s'atténuer, mais les prix pourraient se maintenir à un niveau élevé jusqu'à la fin de l'année puisque le quota annuel d'exportation fixé par la RDC est pour l'instant plafonné à la moitié des niveaux historiques habituels. (RFI)

Sommet de l'UA : Julien Paluku plaide pour l'accélération de la ZLECAF, en marge du 39^e Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine à Addis-Abeba. Les discussions ont porté sur les mécanismes concrets pour accélérer la mise en œuvre de ce grand marché commun africain. « Nous devons nous délester de certaines taxes pour permettre que les produits africains puissent circuler librement », a déclaré le ministre congolais du Commerce extérieur. Il a rappelé que la pleine mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) d'ici 2030 devrait booster la richesse du continent. Les études prévoient une augmentation du PIB africain de plusieurs milliards de dollars américains, faisant de cet accord la solution durable au développement du continent.

Ituri : 22 infrastructures remises à la province par le projet STAR-RDC. Ces ouvrages ont été réalisés dans le cadre du Projet de Stabilisation et de Reconstruction de l'Est de la RDC (STAR-EST), financé par la Banque mondiale. Cette première phase du projet a permis la construction de 4 bâtiments pour des centres de santé et de 18 écoles primaires et secondaires. Pour le gouverneur de province, cette initiative, réalisée avec l'implication des populations bénéficiaires et des autorités locales, traduit l'engagement collectif en faveur de la paix et du développement de l'Ituri.

Avant le dialogue, Dodo Kamba propose la mise en place de la Commission Vérité et Réconciliation. Le coordonnateur du Conseil interreligieux congolais (CIC), archevêque Dodo Kamba, consulte des acteurs politiques et sociaux du pays en vue de la mise en place de la Commission Vérité et Réconciliation. « Nous estimons que cela devra précéder le dialogue : une commission que nous appelons Vérité et Réconciliation. Ça va décriper le climat politique. D'après le rapport à mi-parcours que nous avons dressé en interne, cela va aussi permettre aux politiques et aux responsables d'autres exactions de pouvoir s'amender », a fait savoir l'archevêque Dodo Kamba. Il a également expliqué que sa démarche s'inscrit dans le cadre de la justice transitionnelle, pouvant pousser les personnes concernées, dans la mesure du possible, à ce qu'il appelle la repentance. Pour ce serviteur de Dieu, il s'agit d'une manière de se réconcilier avec le peuple, en demandant pardon pour toutes les actions qui ont détruit, fâché ou endeuillé des familles.

Samedi 14 février.

Les agents de la SNCC dans l'Est de la RDC totalisent 12 mois sans salaire, une situation qui les rend extrêmement vulnérables, exacerbée par l'occupation de certaines zones par les rebelles du M23/ AFC et la fermeture des banques commerciales, rapportent des syndicalistes le 13 février. Face à l'impossibilité d'utiliser les banques



classiques dans la région, le syndicat propose l'utilisation des services de Mobile Money pour permettre aux agents de percevoir leurs dus.

Par ailleurs, le syndicat signale que ce même problème de non-paiement affecte également les agents de la Régie des voies aériennes (RVA) de Goma et Bukavu, exigeant une intervention rapide de la direction générale de cette entreprise.

La RDC alerte sur une possible intrusion numérique. La RDC accuse le groupe MTN d'une intrusion numérique, affirmant que l'opérateur fournirait illégalement des services de téléphonie et d'Internet dans les villes de Goma et Rutshuru, proches de la frontière rwandaise. MTN n'est pourtant pas officiellement présent en RDC, mais bien dans plusieurs pays voisins, dont le Rwanda. Cette situation relance un débat : celui de la gestion des fréquences aux frontières, un défi complexe pour les Etats africains, car les signaux radio ne s'arrêtent pas aux limites territoriales. Les autorités congolaises parlent même d'une menace pour la souveraineté numérique et ont saisi les instances internationales compétentes. **(Deutsche Welle)**

La Monusco forme en Ituri les gestionnaires de sites des déplacés pour renforcer leur caractère civil. Plusieurs sites, notamment dans le territoire de Djugu, ont été la cible d'attaques meurtrières, comme Lala et Djaiba. Parallèlement, des soupçons d'infiltration de miliciens et des incidents impliquant les forces de sécurité ont été signalés. La formation s'adresse aux responsables des sites de Kigonze, ISP, Salama, Tsere et Mbala. L'objectif est de s'assurer que ces lieux restent des espaces purement civils, exempts d'armes et d'activités militaires. La Monusco met en place un système d'alerte précoce pour mieux protéger les déplacés et les populations environnantes. Cette démarche s'inscrit dans un effort continu, puisque 55 des 69 sites officiels de l'Ituri ont déjà bénéficié de ce programme depuis l'année dernière.

Maniema : 3,5 tonnes de semences de café distribuées pour relancer la filière. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme national de relance de l'agriculture pérenne, visant à lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans la province. Ces semences serviront à produire des plantules qui seront distribuées gratuitement à la population dans six mois, afin de stimuler la production locale de café. D'autres cultures pérennes, notamment le cacao et le palmier à huile, seront distribuées prochainement afin de diversifier les revenus agricoles dans la province.

L'UA veut promouvoir le commerce intra-africain et bâtir un marché unique pour stimuler la croissance. En marge du 39^e Sommet ordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, qui s'ouvre le 14 février à Addis-Abeba, la réunion inaugurale du Comité des chefs d'État et de gouvernement sur la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) s'est tenue le 13 février. Cette rencontre marque une étape décisive dans la concrétisation de la ZLECAF, projet phare de l'intégration économique du continent. L'objectif est de promouvoir le commerce intra-africain et de bâtir un marché unique capable de stimuler la croissance, l'industrialisation et la compétitivité des économies nationales. Les pays membres sont appelés à adopter des politiques publiques adaptées dans les secteurs clés du commerce, de l'agriculture, de l'industrie, de l'énergie et des infrastructures, afin de lever les barrières structurelles qui freinent les échanges. Avec cette réunion inaugurale, l'Afrique réaffirme sa volonté d'approfondir son intégration économique et de faire de la ZLECAF un levier concret de transformation structurelle du continent.

À Goma, la cheffe de la Monusco a discuté du mécanisme de suivi du cessez-le-feu avec l'AFC/M23. La cheffe par intérim de la Monusco est arrivée à l'aéroport de Goma en hélicoptère. Tout un symbole car cela faisait plus d'un an que celui-ci était fermé depuis la prise de la ville par le mouvement AFC/M23. Une étape opérationnelle importante a souligné la Monusco qui reprend possession de son terminal à l'aéroport. Elle a précisé qu'elle était là pour faire avancer le soutien au mécanisme de surveillance du cessez-le-feu que la Monusco est censée fournir. Elle s'est entretenue avec les différentes parties concernées, notamment avec les dirigeants de l'AFC/M23. Des échanges qui ont principalement porté sur la mise en œuvre concrète de ce mécanisme de surveillance, conformément à l'accord signé par le groupe armé à Doha, a-t-elle précisé devant la presse. La cheffe intérimaire de la Monusco a d'ailleurs annoncé qu'une première mission de reconnaissance aérienne serait déployée à Uvira dans les prochains jours. **(RFI)**

Dimanche 15 février.

Educiel appelle le Chef de l'État à convoquer un dialogue national électoral. La Commission d'éducation civique et d'observation électorale (Educiel) explique que cette rencontre aura une particularité technique, scientifique et patriotique. Elle vise à débattre de la réforme institutionnelle de la Commission électorale nationale indépendante, du rôle des juges électoraux, de la loi électorale ainsi que d'un projet de calendrier électoral pragmatique. Pour Educiel, ce cadre permettra de lever des options relatives à l'architecture juridique et institutionnelle du processus électoral. C'est à partir de ces résolutions et de ces projets de conclusions qu'il sera ensuite possible d'alimenter le dialogue national



politique. « L'Educiel, comme cadre de concertation par excellence de la société civile électorale, observe que la feuille de route publiée par la CENI pour lancer le processus électoral de 2028 est bloquée parce que le gouvernement Suminwa ne décaisse pas les moyens, malgré leur prise en compte dans les lois de finances 2024-2025 », a-t-elle regretté.

Combats dans le Sud-Kivu en RDC: «Nous sommes toujours bombardés par des drones du gouvernement». La poursuite des combats continue malgré l'appel, le 14 février, des États-Unis à la cessation des hostilités. RFI a pu joindre le président de la société civile de Minembwe, une zone où le réseau des télécommunications est coupé depuis plus d'un mois. Il relate le calvaire du vécu quotidien des habitants dans cette zone enclavée, suite aux combats sans cesse. « Nous sommes toujours bombardés par des drones du gouvernement. Presque tout témoigne que les combats ne cessent pas. Ils attaquent toujours et il y a des victimes. On a toujours demandé qu'il y ait des couloirs humanitaires. Je voudrais maintenant m'adresser à l'Union africaine. La population des Hauts-Plateaux continue à être bombardée, à être tuée. On attaque jour et nuit. Ce sont tous les bombardements des drones qui visent les maisons des civils. On a coupé les réseaux téléphoniques et cela c'est vraiment urgent.... On faisait même le marché sur le téléphone, mais aujourd'hui, la population de Minembwe n'a plus les moyens de vivre », témoigne le président de la société civile de Minembwe. (RFI)

"Nouvelle Génération" appelle à la reconnaissance de la jeunesse comme composante en RDC. « Nous exigeons d'être reconnus comme une composante autonome et à part entière de ce dialogue. La jeunesse ne sera plus le bras armé des ambitions de la Majorité, de l'Opposition ou d'une société civile traditionnelle souvent inféodée. Nous devons porter nos propres revendications et siéger à la table des négociations pour apporter une valeur ajoutée patriotique et technique. La Nouvelle Génération doit être l'acteur principal de l'exécution des résolutions. C'est la seule garantie pour que les décisions prises ne restent pas lettre morte », a déclaré le coordonnateur de cette organisation citoyenne. Nouvelle Génération lance également un appel vibrant à tous les jeunes des 26 provinces de la RDC ainsi que de la diaspora, les invitant à ne plus se laisser instrumentaliser par aucun camp politique et à assumer pleinement leurs responsabilités. Pour cette structure, il est temps que les jeunes défendent activement la République, l'intégrité territoriale et l'avenir collectif, en s'organisant pour porter une voix unifiée et responsable dans le cadre du dialogue annoncé.

Plus de 7 000 ménages déplacés de Bwito en détresse à Kanyabayonga. L'activiste de la société civile affirme avoir déjà adressé quatre alertes concernant la situation humanitaire dans la zone, sans qu'aucune réponse ne soit apportée jusqu'ici. Il précise que la souffrance a atteint un seuil critique, notamment parce que les déplacés sont empêchés d'accéder à leurs champs, leur principale source de subsistance. Les affrontements entre les rebelles de l'AFC/M23 et les groupes d'autodéfense Wazalendo ont entraîné un déplacement massif de populations, provoquant un surpeuplement dans de grandes agglomérations telles que Kikuku, Kyaghala, Mirangi, Birundule, Lusogha, Nyanzale et Bwalanda, où les conditions de vie demeurent extrêmement difficiles.

La ville de Kisangani dotée d'un nouveau centre hospitalier ultramoderne. Cet établissement hospitalier, doté de 80 lits, vient répondre au déficit d'infrastructures médicales modernes dans la Tshopo et le Grand Nord de la RDC. Il devrait également réduire de manière significative les nombreux cas de transferts et d'évacuation médicale vers d'autres villes ou à l'étranger pour des soins spécialisés souvent urgents. Le manager de l'hôpital a assuré que ce centre constituera un lieu de formation et d'apprentissage, grâce à du matériel et des équipements de pointe de dernière génération. L'objectif est de favoriser les recherches scientifiques et de renforcer les compétences des apprenants du secteur de la santé.

La prison centrale de Makala à Kinshasa touchée par une épidémie de choléra. Le garde des Sceaux tire la sonnette d'alarme. L'épidémie de choléra frappe désormais le plus grand pénitencier de la RDC. La prison centrale de Makala, prévue pour 1 500 détenus, en accueille près de huit fois plus. Une surpopulation qui favorise la propagation des maladies hydriques. À ce stade, treize cas positifs ont été confirmés. Quatre détenus sont déclarés guéris. Quinze autres cas suspects sont également signalés par les services sanitaires. Pour éviter un drame, les autorités prennent des mesures exceptionnelles. Toute nouvelle admission de prisonniers est interdite jusqu'à nouvel ordre et les visites sont suspendues ou strictement limitées, avec obligation de respecter les règles d'hygiène. Un dispositif médical renforcé a été annoncé avec le déploiement d'équipes sanitaires, un approvisionnement en médicaments essentiels et produits de désinfection et matériels de prévention. Cette alerte intervient dans un contexte sanitaire déjà préoccupant en RDC. Le pays fait face à plusieurs épidémies simultanées : progression du Mpox, persistance du choléra et flambée de rougeole. (RFI)



Cessez-le-feu en RDC : Kinshasa et rebelles jouent la montre. Un cessez-le-feu de plus sur la table des négociations. Cette septième proposition de cessez-le-feu depuis début 2025 est signée Luanda, qui revient dans le cercle sans cesse renouvelé des médiateurs du conflit congolais. Après plusieurs navettes de consultations avec le président Félix Tshisekedi, l'Angola a proposé aux belligérants un cessez-le-feu qui devrait possiblement débiter le 18 février à 12h00. Une proposition rapidement acceptée par la présidence congolaise, que l'on soupçonne d'être à la manœuvre derrière l'initiative de João Lourenço. Kinshasa explique s'inscrire dans une logique « d'apaisement et de recherche d'une solution pacifique au conflit ». Un cessez-le-feu qui doit impliquer « un gel strict et immédiat des positions, l'arrêt de tout renforcement militaire, la cessation de toute rotation ou approvisionnement offensif, l'interdiction de toute tentative de modification du statu quo sur le terrain, ainsi que la fin de tout appui extérieur aux groupes armés ». « *Une stratégie de diversion* » selon l'AFC/M23. Côté rébellion, l'initiative angolaise n'a pas reçu le même accueil. L'AFC/M23 a d'abord déclaré ne pas avoir été informé de la proposition angolaise. Les rebelles estiment que le seul processus de négociation en cours avec Kinshasa se trouve à Doha, et dénoncent une accumulation d'initiatives diplomatiques sans réelle coordination. Le retour de l'Union africaine comme facilitateur dans la crise congolaise, en parallèle des processus de paix de Washington et Doha, avait déjà recueilli l'ire de la rébellion, qui exigeait une clarification dans ces multiples médiations. L'AFC/M23 dénonce « une stratégie de diversion » de Kinshasa, qui masquerait sa « volonté persistante de privilégier l'option militaire, comme en témoigne la poursuite des offensives, le recours à des mercenaires, l'usage massif de drones offensifs ». **Gagner du temps.** Le cessez-le-feu angolais risque donc de terminer aux oubliettes, comme les six autres accords signés et jamais respectés par les belligérants. À bien y regarder de plus près, ces empilements d'initiatives diplomatiques parallèles sont pourtant du pain béni pour les parties prenantes : Kinshasa et rébellion confondus. Chacun cherche, en effet, à gagner du temps et jouer la montre. L'AFC/M23 continue de s'implanter durablement dans les territoires qu'il contrôle et administre. Une vidéo tournée par les rebelles annonce le recrutement de plus de 7.000 nouveaux combattants. Le rapport de force tournant largement en faveur des rebelles, l'AFC/M23 n'a aucune intention de céder du terrain et de laisser l'armée congolaise se réorganiser. À Kinshasa, le statu quo est également le bienvenu. Il est, en effet, impensable pour les autorités congolaises de négocier et faire des compromis avec les rebelles dans une telle position de faiblesse militaire. Un aveu d'échec qui serait dévastateur politiquement pour Kinshasa. **Trump, la seule carte de Tshisekedi.** Sans solution militaire ou diplomatique depuis la résurgence du M23, fin 2021, Félix Tshisekedi n'a plus qu'une seule carte en main pour éviter la catastrophe : celle des États-Unis. Depuis l'implication de Donald Trump dans le conflit congolais, en signant un deal « minerais contre sécurité », les Américains sont les seuls à avoir pu peser sur le terrain militaire. Sans être parvenu à ramener la paix, l'intervention des États-Unis a tout de même permis le retrait de l'AFC/M23 de Walikale et d'Uvira, et l'arrêt de l'offensive rebelle vers le Grand Katanga. Le président congolais compte également sur le retour de la Monusco au Sud-Kivu pour observer et documenter un potentiel cessez-le-feu pour empêcher la rébellion de conquérir de nouveaux territoires. Seul bémol, de taille, Antonio Guterres a rappelé sur RFI que l'action de la Monusco serait limitée, n'ayant « pas la capacité d'imposer la paix ». À ce jour, seule une intervention diplomatique musclée des États-Unis serait en mesure de faire bouger les lignes. Mais Kinshasa l'attend toujours. **Faire traîner jusqu'en 2028.** À l'heure où les processus diplomatiques tous azimuts, où se superposent à Washington, Doha, Luanda, au Togo ou avec la nouvelle la présidence burundaise de l'Union africaine, on risque d'être de nouveau plongée dans des palabres sans fin, qui risquent d'ancre le conflit dans la durée. Tout cela, avec des acteurs aux intérêts divergents et sans coordination. À Kinshasa, l'opposition redoute surtout que Félix Tshisekedi cherche à faire traîner les négociations jusqu'en 2028, date de la prochaine présidentielle, où la Constitution l'empêche de briguer un troisième mandat. Les prémices d'un dialogue inter-congolais en gestation pourraient valider l'hypothèse d'un pouvoir qui cherche déjà à mettre en place les conditions politiques d'une rallonge du mandat de Félix Tshisekedi pour cause de guerre à l'Est. Le spectre du glissement revient sur la table. (Afrikarabia)

